

Unité départementale du Littoral
Rue du Pont de Pierre
CS60036
59820 GRAVELINES

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/02/2022

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

EVIOSYS PACKAGING France SAS

Boulevard Industriel
BP 209 - Outreau
62200 BOULOGNE SUR MER

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/02/2022 dans l'établissement EVIOSYS PACKAGING France SAS implanté Boulevard Industriel BP 209 – Outreau 62200 BOULOGNE SUR MER. L'inspection a été annoncée le 10/01/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection a fait suite au gros dépassement du contrôle inopiné AIR 2021 sur le paramètre COV.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EVIOSYS PACKAGING France SAS
- Boulevard Industriel BP 209 - Outreau 62200 BOULOGNE SUR MER
- Code AIOT dans GUN : 0007000869
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD

La société EVIOSYS PACKAGING France (ex- CROWN EMBALLAGE) exploite sur le territoire de la commune d'Outreau une usine de production d'emballages métalliques alimentaires. L'usine considérée est implantée à Outreau depuis 1959 (un second établissement a été exploité à Boulogne entre 1922 et 1982).

Les installations d'Outreau incluent 1 atelier de découpe (cisailles), 1 atelier de revêtement comprenant 4 lignes de vernissage, 1 atelier "fonds" et 2 ateliers "boîtes" (3 pièces et 2 pièces). Ces ateliers "fonds" et "boîtes" comprennent essentiellement des presses d'ébauche et de reprise.

Les lignes de vernissage reçoivent en flux tendu des feuilles métalliques formées à l'atelier de découpe. Des rouleaux déposent par contact un vernis sur ces supports qui sont ensuite soumis à une étuve pour polymérisation. Les vapeurs de solvant sont collectées dans cette étuve et évacuées vers un oxydateur thermique.

Le thème de visite retenu est le suivant :

- le gros dépassement sur le paramètre COV relevé lors du contrôle inopiné de 2021 sur les rejets atmosphériques.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées,
 - les observations éventuelles,
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous),
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet, il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

En 2021, le site a produit environ 700 000 000 boîtes et comptait 152 employés.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante : aucune suite administrative n'est proposée.

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Mesures comparatives et contrôle inopiné	Arrêté Préfectoral du 24/10/2019,	/	Sans objet
Ouvrages de rejet	Arrêté Préfectoral du 24/10/2019, CHAPITRE 3.2	/	Sans objet
Ouvrages de rejet	Arrêté Préfectoral du 24/10/2019, article CHAP. 3.2	/	Sans objet
Valeurs limites d'émission – autosurveillance	Arrêté Préfectoral du 24/10/2019, article.3.2.4.	/	Une observation qui doit faire l'objet d'une réponse sous un mois.
Valeurs limites d'émission – autosurveillance	Arrêté Préfectoral du 24/10/2019, article 3.2.2	/	Sans objet
Indisponibilité des installations de traitement	Arrêté Préfectoral du 24/10/2019, article 3.1.1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les travaux sur le système de purge ont permis de résoudre le problème sur les COV.
Le rapport réalisé par la société DEKRA a montré la conformité des résultats en COV.
Un léger dépassement en CO a été relevé dans l'autosurveillance de l'exploitant. Des actions sur le corps de l'incinérateur devront être entreprises par l'exploitant. Ce point fait l'objet d'une observation à laquelle l'exploitant devra répondre sous un mois.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : MESURES COMPARATIVES ET CONTRÔLES INOPINÉS

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/10/2019,
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle inopiné (CI) précédent – conditions de fonctionnement
Prescription contrôlée : Date du CI AIR de l'année n-1 Nature du dépassement/gros dépassement relevé lors du CI AIR de l'année 2021 Conditions de fonctionnement du site
Constats : Date du CI AIR de l'année n-1 : 26 mai 2021 Nature du dépassement/gros dépassement relevé lors du CI AIR de l'année 2021 : COVNM Conditions de fonctionnement du site : fonctionnement normal lors du contrôle. Des travaux de réglage du système de purge suite au contrôle ont été réalisés. Une nouvelle analyse a été réalisée qui a montré que les COVNM sont désormais conformes.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Ouvrages de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/10/2019, article CHAPITRE 3.2
Thème(s) : Risques chroniques, Évacuation des rejets
Prescription contrôlée : Chapitre 3.2 – CONDITIONS DE REJET Arrêté préfectoral du 24/10/2019 : Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés, sans préjudice des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs. Les points de rejet dans le milieu naturel doivent être en nombre aussi réduit que possible. Tout rejet non prévu au présent chapitre ou non conforme à ses dispositions est interdit. La dilution des rejets atmosphériques est interdite. Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion dans le milieu récepteur. Les rejets à l'atmosphère sont, dans toute la mesure du possible, collectés et évacués, après traitement éventuel, par l'intermédiaire de cheminées pour permettre une bonne diffusion des rejets. L'emplacement de ces conduits est tel qu'il ne peut y avoir à aucun moment siphonnage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinant. La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère. La partie terminale de la cheminée peut comporter un convergent réalisé suivant les règles de l'art lorsque la vitesse d'éjection est plus élevée que la vitesse choisie pour les gaz dans la cheminée. Les contours des conduits ne présentent pas de point anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché est continue et lente. Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés, sans préjudice des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs.
Constats : le rejet de l'incinérateur appelé rejet n°2 dans l'arrêté préfectoral, est conforme à la prescription. Les différentes étuves de l'atelier « vernisserie » sont traitées par l'incinérateur qui est alors rejeté par le conduit n°2. Le rapport de contrôle relève: "Les effluents sont issus d'un seul émetteur et il n'y a pas d'entrée d'air. Ainsi, la section de mesure est considérée comme homogène selon le guide d'application X43-551."
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Ouvrages de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/10/2019, article CHAP. 3.2
Thème(s) : Risques chroniques, Points de prélèvement
Prescription contrôlée : Les conduits d'évacuation des effluents atmosphériques nécessitant un suivi, dont les points de rejet sont repris ci-après, doivent être aménagés (plate-forme de mesure, orifices, fluides de fonctionnement, emplacement des appareils, longueur droite pour la mesure des particules) de manière à permettre des mesures représentatives des émissions de polluants à l'atmosphère. En particulier les dispositions des normes NF 44-052 et EN 13284-1, ou toute autre norme européenne ou internationale équivalente en vigueur à la date d'application du présent arrêté, sont respectées. Ces points doivent être aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.
Constats : La plateforme de mesurage est conforme, il y a présence d'un escalier, la surface de travail a été jugée suffisante par l'opérateur et les trappes sont normalisées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Valeurs limites d'émission – autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/10/2019, article ART.3.2.4.
Thème(s) : Risques chroniques, Programme de surveillance des émissions – transmission des résultats
Prescription contrôlée : Contrôle et surveillance : pour le conduit n°2 (atelier vernisserie), l'exploitant fait procéder au moins une fois par an , par un organisme agréé par le Ministère en charge de l'Environnement, et selon les méthodes normalisées en vigueur, à une mesure des débits rejetés et des teneurs en : O ₂ , poussières, SO ₂ , Nox exprimés en NO ₂ , COV non méthaniques, CH ₄ , CO, CO ₂ , phénol+crésol+formaldéhyde+xylénol dans les gaz rejetés à l'atmosphère. Une estimation des émissions diffuses est également réalisée selon la même périodicité.
Constats : Chaque année, l'exploitant fait réaliser un contrôle sur les rejets atmosphériques pour le conduit n°2. Suite au contrôle inopiné, et après des travaux sur le système de purge, le contrôle annuel a été effectué le 24 juin 2021 et ce rapport montre un retour à la normale pour le paramètre COVNM , sauf pour le CO où il y a un léger dépassement qui ne provient pas de la combustion au niveau des brûleurs.
Observation : L'exploitant effectuera la recherche de l'origine du dépassement en CO notamment en explorant l'état du corps de l'incinérateur (dégradation réfractaire...). Une réponse est attendue sous un délai d'un mois.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Valeurs limites d'émission – autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/10/2019, article 3.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites d'émission
Prescription contrôlée : les valeurs limites sont énoncées dans les tableaux de l'article 3.2.2
Constats : Les valeurs limites sont cohérentes avec les textes en vigueur. Le dernier contrôle inopiné n'a montré aucun dépassement sur ce paramètre en 2020 mais en 2019, ce même paramètre était en dépassement. Des actions sur l'incinérateur ont été mises en place et les mesures sont redevenues conformes.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Indisponibilité des installations de traitement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/10/2019, article Art. 3.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Indisponibilité des installations de traitement
Prescription contrôlée : Article 3.1.1. Dispositions générales « les installations de traitement devront être conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne pourront assurer pleinement leur fonction.
Constats : Les périodes d'indisponibilité sont suivies. Les périodes d'indisponibilité sur l'incinérateur sont lors de panne, lors de maintenance et de nettoyage sur les conduits même si ces périodes sont programmées lors des arrêts usine. À chaque indisponibilité, l'exploitant informe l'inspection des installations classées par mail.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

